



CTSD du 3 septembre 2018 Déclaration de la FSU 72

Ce CTSD de rentrée est l'occasion pour la FSU de condamner fermement les orientations du gouvernement telles qu'elles ont été réaffirmées à cette rentrée. Ainsi le budget 2019 s'annonce-t-il sous de sombres auspices puisque 4 500 postes seront supprimés dans la Fonction Publique. Aucun engagement pour l'Education nationale, l'Enseignement agricole, l'Enseignement supérieur ou encore pour la Culture ! La seule annonce concerne le retour du pilotage par l'évaluation, avec pour conséquence - sinon pour objectif - la mise en concurrence des établissements et des enseignant-es et le creusement des inégalités scolaires. On sait pourtant que ce système conduit à des dérives et à une détérioration rapides des résultats des élèves comme ce fut le cas aux Etats-Unis ou en Angleterre !

Pour masquer ces attaques, le Premier ministre feint de laisser croire que la transformation de l'action publique, pour gagner en efficacité, passe par une baisse des emplois. Qui peut croire que les hôpitaux, les EPHAD, les Écoles, les services de Justice, de l'agriculture... Et les collectivités territoriales peuvent jouer tout leur rôle sans des fonctionnaires en nombre suffisant pour cela ? Sauf à imaginer que nombre de missions n'ont plus à relever de l'Etat comme le prévoit d'ailleurs le gouvernement dans le cadre de CAP22.

A cette rentrée, la FSU reste engagée et bien déterminée à promouvoir une Fonction Publique offrant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, à défendre et conforter le rôle des agent-es ainsi que leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat.

Pour ce qui concerne l'objet de ce CTSD, à savoir les mesures d'ajustement pour le premier degré, la FSU réitère les critiques qu'elle a formulées à l'occasion des CTSD précédents : la dotation de 0 poste, dans un contexte d'ouvertures de CP et CEI à 12 en REP et REP+ a conduit à un nombre massif de fermetures dans les autres écoles et notamment en secteur rural, avec tous les effets négatifs qu'ont dénoncés les élu-es, les parents et les enseignant-es lors des fortes mobilisations de l'année dernière. Ce jour, les ouvertures et les annulations de fermeture que vous aurez à prononcer, Monsieur le Directeur Académique, ne pourront une fois encore se faire qu'au prix de fermetures ailleurs. La FSU est opposée aux fermetures et au retrait des enseignant-es une fois la rentrée faite, et s'associera aux légitimes mobilisations des écoles concernées. Comme le valide la création de classes dédoublées, et contrairement à ce qui a été longtemps contesté par les décideurs, le nombre d'élèves par classe est un des facteurs déterminants pour leur réussite. Comme l'ont justement signifié les partenaires éducatifs réunis lors du Contre CDEN de juin dernier, la difficulté sociale comme scolaire ne sont pas cantonnées aux seuls secteurs urbains.

En conséquence, la baisse du nombre d'élèves par classe, sur tout le territoire, est un levier puissant que tout Ministre

préoccupé.e réellement de la réussite de tou.tes les élèves devrait actionner. Plutôt que des annonces démagogiques sur la dictée quotidienne, sur le retour à la syllabique, qui font référence à un pseudo-âge d'or d'une École fantasmée, c'est de moyens que l'École moderne a besoin. Recruter des enseignant-es, les former, réellement, tant dans le cadre de la formation initiale que continue, voilà qui permettrait sans doute de mieux faire réussir les élèves. Rien de scandaleux à cela, puisque la plupart des pays de même niveau économique que la France consacrent à l'Education une part de leur budget largement supérieure à la nôtre.

Face à la mystification et aux effets dévastateurs du pilotage par l'évaluation, la FSU72 organise le 12 octobre un stage syndical intitulé « De quoi l'évaluation est-elle le nom ? ». Roland Gori, psychanalyste et co-auteur de l'Appel des appels, et Evelyne Bechtold-Rognon, directrice de l'Institut de recherche de la FSU y interviendront pour mettre en lumière les enjeux sociétaux et individuels de cette folie évaluatrice qui s'étend désormais à tous les secteurs de la société. Nous invitons les salarié-es de toute la Fonction Publique à s'y inscrire et à participer aux échanges pour construire ensemble la nécessaire résistance.